



DASSAULT SYSTEMES
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2012

Société anonyme au capital de 125 059 208 euros

Siège social : 10, rue Marcel Dassault – 78140 Vélizy-Villacoublay

322 306 440 RCS Versailles

Sommaire

1	PERSONNE RESPONSABLE.....	3
1.1	Responsable du Rapport Financier Semestriel.....	3
1.2	Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel	3
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	4
2.1	Présentation résumée de Dassault Systèmes	4
2.2	Facteurs de risques.....	6
2.3	Présentation générale	10
2.3.1	Principes et présentation de l'information financière	10
2.3.2	Résumé du résultat des opérations au 30 juin 2012.....	11
2.3.3	Information financière complémentaire non-IFRS.....	13
2.4	Examen de la situation financière et du résultat des opérations au 30 juin 2012	15
2.4.1	Chiffre d'affaires	15
2.4.1.1	Chiffre d'affaires logiciel.....	15
2.4.1.2	Chiffre d'affaires prestations de services et autres.....	17
2.4.2	Charges opérationnelles.....	17
2.4.3	Résultat opérationnel	18
2.4.4	Produits (charges) financiers et autres, nets.....	18
2.4.5	Impôt sur le résultat	18
2.4.6	Résultat net et résultat net dilué par action.....	19
2.4.7	Flux de trésorerie.....	19
2.5	Parties liées	19
2.6	Événements importants survenus au cours du premier semestre 2012	20
2.7	Autres informations importantes.....	20
2.8	Perspectives 2012	21
3	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2012	23
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2012.....	38

1 PERSONNE RESPONSABLE

1.1 Responsable du Rapport Financier Semestriel

Bernard Charlès, Directeur Général.

1.2 Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel

Vélizy-Villacoublay, le 26 juillet 2012

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le premier semestre 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Bernard Charlès
Directeur Général

2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1 Présentation résumée de Dassault Systèmes

Dans le présent document, les références « Dassault Systèmes » et « le Groupe » doivent être comprises comme des références à Dassault Systèmes SA et l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. « Dassault Systèmes SA » ne vise que la société anonyme française tête de Groupe.

Dassault Systèmes, « The **3DEXPERIENCE** Company », offre aux entreprises et aux personnes les univers virtuels nécessaires à la conception d'innovations durables. Ses solutions leaders sur le marché transforment les processus de conception, de fabrication et la maintenance des produits. Les solutions collaboratives de Dassault Systèmes favorisent l'innovation sociale et offrent de nouvelles possibilités d'améliorer le monde réel grâce aux univers virtuels. Le Groupe apporte de la valeur à plus de 150 000 entreprises de toutes tailles dans tous les secteurs d'activité, situées dans 80 pays différents.

Les solutions logicielles du Groupe et ses services de conseil permettent à ses clients :

- d'innover dans la conception et la qualité des produits et services ;
- de réduire leur cycle de conception pour accélérer la mise sur le marché ;
- de collaborer avec leurs partenaires et sous-traitants ;
- de réduire les coûts de développement, de fabrication et de maintenance des produits ainsi que des installations de production ;
- d'obtenir et de valoriser des informations pertinentes en utilisant les données numériques dont ils disposent ou qui sont disponibles sur internet ; et
- de simuler l'expérience produit pour les clients finaux.

Histoire et Position de Leadership

Constituée en 1981, Dassault Systèmes est le fruit de l'essaimage d'une petite équipe d'ingénieurs de Dassault Aviation travaillant au développement de logiciels destinés à la conception de maquettes de soufflerie, afin de réduire le temps nécessaire aux essais aérodynamiques en utilisant la modélisation de surface en trois dimensions (« 3D »). La même année, le Groupe a conclu un accord de distribution avec IBM et commercialisé ses logiciels sous la marque CATIA. En 1986, Dassault Systèmes a introduit sur le marché sa Version 3 pour la conception en 3D, créant ainsi les bases de la modélisation en 3D pour la conception des produits.

En collaborant avec de grands clients industriels, Dassault Systèmes a réalisé l'importance pour ces entreprises d'avoir accès à des solutions logicielles permettant la conception d'une grande variété de pièces 3D. L'adoption croissante de ces solutions pour tous les composants de produits complexes, tels que les avions et les voitures, a permis de passer d'un processus de réalisation de pièces en 3D à une conception systématique intégrée des produits. L'architecture de la Version 4 (« V4 ») fut créée, ouvrant de nouvelles possibilités pour la réalisation de la maquette numérique complète de tout type de produit. La V4 a permis aux clients du Groupe de réduire le nombre de leurs prototypes physiques et donc la durée du cycle de développement de leurs produits. Elle a rendu également possible une ingénierie globale, en donnant aux ingénieurs dans le monde entier, la possibilité de partager virtuellement leurs travaux en cours.

Afin de proposer une solution 3D éprouvée de gestion de la totalité du cycle de vie des produits, depuis leur conception jusqu'à leur fabrication virtuelle, Dassault Systèmes a développé et introduit en 1999 une nouvelle plate-forme logicielle, la Version 5 (« V5 »). Dans le cadre du plan de développement de la V5, le Groupe a alors mené une politique d'acquisitions ciblées destinées à élargir son portefeuille d'applications en y ajoutant la fabrication numérique, la simulation réaliste, ainsi que la gestion de données produits et de processus collaboratifs d'entreprise.

Le Groupe est le leader mondial du marché de la gestion du cycle de vie des produits (PLM ou Product Lifecycle Management) (source : CIMDATA), sur la base du chiffre d'affaires logiciel réalisé avec les utilisateurs finaux. Le marché du PLM comprend les logiciels de conception en 3D, de simulation, de fabrication numérique, de gestion des données produits et de collaboration sociale.

Plate-forme technologique actuelle : « V6 » pour l'Expérience 3D

La plate-forme technologique actuelle de Dassault Systèmes est la Version 6 (« V6 ») pour l'Expérience 3D. Initialement introduite en 2008, cette nouvelle plate-forme applicative en ligne constitue une avancée majeure pour tirer profit de l'innovation sociale des communautés en ligne et permettre d'imaginer, partager et expérimenter des produits dans le langage universel de la 3D. Au cours des dernières années, collaborant étroitement avec ses plus grands clients, le Groupe a enrichi sa plate-forme V6 en y incluant des technologies d'intelligence de l'information, ainsi que des fonctionnalités de collaboration, d'innovation sociale et d'expérience virtuelle réaliste en 3D. Avec la V6, le Groupe étend sa présence dans 12 secteurs d'activité : de ses secteurs historiques que sont l'Automobile, l'Aéronautique et les Equipements Industriels aux secteurs des Sciences de la vie, des Biens de Consommation Courante, de l'Energie et Procédés, de la Finance & Services et récemment au secteur des Ressources Naturelles, avec un premier développement dans le secteur minier suite à l'acquisition de Gemcom Software International (Gemcom) et à la création d'une nouvelle marque, GEOVIA. Afin d'accélérer sa diversification, grâce à une compréhension approfondie de chacun des secteurs d'activité cibles, le Groupe a récemment renforcé ses ressources dédiées aux secteurs d'activité. Le Groupe a par ailleurs enrichi son portefeuille de logiciels sociaux d'entreprise d'une technologie de tableaux de bord intelligents avec l'acquisition de Netvibes.

Secteurs d'activité ciblés

Les applications logicielles du Groupe sont utilisées pour la réalisation de produits très variés pour l'habillement, les biens de consommation, les pièces détachées, les semi-conducteurs, l'automobile, les avions, les navires et les usines. Les clients du Groupe appartiennent essentiellement aux 11 secteurs d'activité suivants : Aéronautique et Défense ; Transport et Mobilité ; Marine et Offshore ; Equipements Industriels ; Hautes Technologies ; Architecture, Ingénierie et Construction ; Biens de Consommation – Distribution ; Produits de Grande Consommation – Distribution ; Sciences de la Vie ; Energie et Procédés ; et Finance et Services. Depuis peu, le Groupe compte également un secteur des Ressources Naturelles, suite à l'acquisition de Gemcom en juillet 2012 (Voir le paragraphe 2.7 « Autres informations importantes »), portant le nombre de secteurs d'activité à 12. En 2011, la répartition des ventes de logiciels aux utilisateurs finaux, pour les principaux secteurs, a été globalement la suivante : Transport et Mobilité : 31 %, Equipements Industriels : 21 %, Aéronautique et Défense : 14 %, Finance et Services : 11 % et Nouveaux secteurs d'activité (y compris les Hautes Technologies) : 23 %. Le Groupe estime que l'ensemble des secteurs d'activité ciblés comporte un potentiel de croissance. Les « Nouveaux secteurs d'activité » comprennent : les Hautes Technologies, les Sciences de la Vie, les Biens de Consommation – Distribution, les Produits de Grande Consommation – Distribution, l'Architecture, l'Ingénierie & Construction, et l'Energie et Procédés, marchés sur lesquels le Groupe souhaite être plus présent et diversifier son chiffre d'affaires.

Segments d'activité

Le Groupe organise ses activités et distribue ses produits et services selon deux types d'applications : le marché du PLM pour le développement, la fabrication, la maintenance et la gestion du cycle de vie des produits, et le marché de SOLIDWORKS, principalement dédié à la conception de produits.

Réseaux de vente et politique à l'égard des écoles et universités

La base de clients de Dassault Systèmes comprend un vaste éventail de sociétés, allant des « start-ups », des petites et moyennes entreprises, jusqu'aux plus grands groupes internationaux. Elle intègre également des institutions d'enseignement et des administrations publiques. Afin d'assurer une couverture commerciale de l'ensemble de ses clients, Dassault Systèmes a développé trois réseaux de vente, avec des équipes commerciales comprenant à la fois des spécialistes des secteurs d'activité ciblés et des marques du Groupe.

Les ventes aux grandes entreprises et aux agences gouvernementales sont en général réalisées via le réseau de vente directe PLM « Business Transformation ». Les ventes directes ont représenté 57 % du chiffre d'affaires en 2011. En prenant le contrôle complet des ventes aux grands comptes grâce à l'acquisition d'IBM PLM le 31 mars 2010, Dassault Systèmes a réalisé une transformation majeure. Les ventes aux petites et moyennes entreprises sont généralement réalisées par l'intermédiaire du réseau de vente indirecte PLM « Value Solutions », qui dispose d'un vaste ensemble de revendeurs à valeur ajoutée (« VARs »). Ce réseau a représenté 24 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2011. Pour le marché de SOLIDWORKS, le Groupe a un second réseau de vente indirecte, « Professional

Channel », qui est constitué d'un réseau mondial de VARs et de distributeurs qui procurent aux clients formation, services et support. Les ventes du Groupe par l'intermédiaire de ce réseau ont représenté 19 % de son chiffre d'affaires en 2011.

En plus de ses trois réseaux de vente, Dassault Systèmes travaille activement à développer et étendre ses relations avec des intégrateurs, notamment IBM Global Services, et plus récemment avec Capgemini.

Le Groupe mène dans le monde entier une politique active à l'égard des écoles et universités, où ses logiciels sont utilisés comme outils d'apprentissage de l'ingénierie.

2.2 Facteurs de risques

Les résultats réels du Groupe peuvent être très différents de ceux estimés sur la base des hypothèses des dirigeants et être affectés négativement par des risques et des incertitudes connus et inconnus. Les risques relatifs à l'activité du Groupe sont détaillés aux paragraphes 4.1 « Risques liés à l'activité » et 4.2 « Risques de marché » du Document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mars 2012. Ils comprennent, sans être limités à ceux-ci, les risques suivants :

Un environnement économique mondial incertain

Dans un contexte économique, commercial et social très incertain au plan mondial, le chiffre d'affaires, le résultat net et les cash flows du Groupe peuvent augmenter plus lentement, tant sur une base annuelle que trimestrielle, essentiellement en raison des facteurs suivants :

- Le déploiement d'une solution de Gestion du Cycle de Vie du Produit (PLM ou Product Lifecycle Management) peut représenter une large part des investissements logiciels d'un client. La décision de réaliser un tel investissement est influencée par l'environnement économique dans lequel les clients évoluent. La situation incertaine de l'économie mondiale et le manque de visibilité peuvent amener certains clients à réduire, différer ou annuler leurs investissements dans les technologies informatiques, ou à réduire ou annuler la maintenance payée sur leur base installée. De telles situations sont susceptibles d'impacter le chiffre d'affaires du Groupe.
- Les industries automobiles, aéronautiques et de biens d'équipement industriels, qui représentent une part significative du chiffre d'affaires du Groupe, ont été – et continueront à être – impactées par le contexte économique actuel.
- Les cycles de ventes des produits PLM – déjà relativement longs du fait du caractère stratégique de ce type d'investissement pour les clients – pourraient encore s'allonger compte tenu du contexte incertain dans lequel se trouve l'économie mondiale.

Les perspectives actuelles du Groupe pour 2012 prennent en compte, entre autres, une situation macro-économique incertaine. Toutefois, si l'environnement économique et commercial mondial continuait à se détériorer, il est possible que les résultats financiers du Groupe n'évoluent pas conformément aux prévisions actuelles et deviennent inférieurs à leurs niveaux antérieurs pendant une période prolongée. De plus, compte tenu de l'ensemble des facteurs qui affectent la vente des produits et services du Groupe (voir ci-dessus), une éventuelle amélioration de l'environnement économique et une reprise du commerce mondial ne conduiraient pas nécessairement à une amélioration immédiate de ses résultats financiers (un laps de temps substantiel pourrait s'écouler entre les deux).

La situation économique actuelle associée à la forte volatilité des devises et au durcissement des conditions d'accès au crédit pourrait également entraîner la détérioration de la situation financière ou une difficulté accrue de financement des prospects et des clients existants du Groupe, des partenaires constituant son réseau commercial et de ses partenaires technologiques, obligeant certains d'entre eux à cesser leurs activités à la suite de difficultés de trésorerie ou de rentabilité. La capacité du Groupe à recouvrer ses créances clients pourrait s'en trouver affectée. De plus, cet environnement économique incertain pourrait exercer une pression accrue sur les prix, les clients s'efforçant d'obtenir des baisses de prix en mettant encore davantage en concurrence leurs différents fournisseurs, ce qui impacterait négativement le chiffre d'affaires, la performance financière et la position concurrentielle du Groupe.

Cette pression sur les prix pourrait s'avérer particulièrement dommageable dans des zones géographiques dont les économies sont par ailleurs soumises à des tensions inflationnistes.

Enfin, dans un contexte de tension accrue sur les finances publiques, l'augmentation de la pression fiscale tant par la remise en cause ou l'interprétation de dispositifs existants, que par la mise en place de nouveaux impôts pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats financiers du Groupe.

Afin de limiter l'impact de la conjoncture économique sur ses activités et ses résultats financiers, le Groupe continue d'accroître la diversification de sa base de clients dans de nouveaux secteurs d'activité et dans de nouvelles zones géographiques. Il continue par ailleurs à veiller à la maîtrise de ses coûts pour l'ensemble de son organisation.

Défis liés à la protection de la propriété intellectuelle

Le succès du Groupe est fortement tributaire de la technologie logicielle dont il est propriétaire. Le Groupe s'appuie sur le droit des brevets et des marques, les droits d'auteur et le secret commercial ainsi que sur des restrictions contractuelles pour protéger la propriété de sa technologie. Ces protections juridiques n'ont qu'une efficacité limitée. Par ailleurs, il n'existe pas dans certains pays de protection efficace du droit d'auteur, des marques, du secret commercial ou des brevets ou celles-ci peuvent n'y avoir qu'un effet limité, en comparaison de ce qui existe en Europe occidentale et aux États-Unis. Si, en dépit de la politique de protection de la propriété intellectuelle du Groupe, certains tiers pouvaient développer des technologies similaires, ceci entraînerait une réduction de son chiffre d'affaires logiciels. De plus, bien que le Groupe ait conclu des accords de confidentialité et de licence avec ses salariés, distributeurs, clients et prospects et qu'il limite l'accès et contrôle attentivement la distribution des logiciels, des documentations et autres informations dont il détient la propriété exclusive, ces mesures peuvent se révéler inappropriées pour éviter le détournement de sa technologie ou empêcher son développement de façon indépendante par des tiers.

En outre, tout comme la plupart de ses concurrents, Dassault Systèmes est confronté à un accroissement du phénomène de piratage de ses produits phares, tant par des individus que par des groupes opérant dans le monde entier, ce qui pourrait affecter sa croissance sur certains marchés.

Le Groupe pourrait être contraint de recourir à des procédures contentieuses afin de faire valoir ses droits de propriété intellectuelle et de déterminer la validité et la portée de droits de tiers. Tout contentieux est susceptible d'entraîner des dépenses importantes pour le Groupe, de mobiliser ses ressources et de peser de façon importante sur son résultat opérationnel. Il est possible que le résultat de ces procédures ne lui soit pas favorable et que ses droits de propriété intellectuelle soient jugés nuls ou non exécutoires.

Afin de protéger sa propriété intellectuelle, Dassault Systèmes dépose régulièrement des brevets pour ses innovations marquantes et a instauré une politique de dépôt systématique de « copyrights ». Le Groupe continue également à renforcer son dispositif anti-piratage qui s'avère efficace.

Violation de la propriété intellectuelle de tiers et des licences de technologies de tiers

Des tiers, parmi lesquels les concurrents de Dassault Systèmes, peuvent détenir ou acquérir des droits d'auteurs, des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle qui pourraient limiter la capacité du Groupe à développer, utiliser ou vendre son portefeuille de produits. Le Groupe a reçu, et pourrait recevoir à l'avenir, des réclamations selon lesquelles il aurait porté atteinte à des brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de tiers et il pourrait avoir à faire face à des coûts importants pour se défendre contre une plainte déposée contre lui, quel qu'en soit le bien-fondé. Dans l'hypothèse où la défense du Groupe échouerait, il pourrait être contraint d'entreprendre une ou plusieurs des actions suivantes :

- cesser le développement, l'octroi de licences ou l'utilisation de produits ou de services intégrant le droit de propriété intellectuelle en question ;
- acquérir les licences et payer les redevances au détenteur du droit de propriété intellectuelle auquel il aurait été porté atteinte, étant précisé que ces licences peuvent ne pas être disponibles en des termes acceptables par Dassault Systèmes ; ou

- modifier la conception des produits du Groupe, ce qui pourrait générer des coûts importants et entraîner l'interruption de l'émission de licences ainsi que de la sortie de nouvelles versions des produits, une telle modification pouvant le cas échéant s'avérer impossible à mettre en œuvre.

De plus, Dassault Systèmes incorpore dans ses produits un nombre de plus en plus élevé de composants provenant de tiers, composants sélectionnés soit par le Groupe lui-même, soit par les entreprises acquises au fil du temps. Le Groupe a mis en œuvre un processus strict de certification de l'originalité des composants provenant de tiers et de vérification des termes des licences concernées. Cependant, les entreprises acquises par le Groupe pourraient ne pas avoir mis en place de tels processus avant leur acquisition. En conséquence, l'utilisation de composants de tiers incorporés dans les produits du Groupe pourrait non seulement exposer Dassault Systèmes au risque de voir un tiers alléguer de ce que ces composants portent atteinte à ses droits de propriété intellectuelle, mais aussi affecter certains produits du Groupe si les licences correspondantes venaient à expirer ou prendre fin sans pouvoir être renouvelées.

Si l'un des produits clés du Groupe était affecté par l'une des situations décrites ci-dessus, l'impact négatif sur la situation financière et le résultat opérationnel de Dassault Systèmes pourrait être significatif.

Le Groupe s'efforce de limiter ce risque au moyen d'un processus destiné à vérifier l'utilisation des droits de propriété intellectuelle de tiers avant la commercialisation de ses produits.

Sécurité des installations et des systèmes internes

Les installations de recherche et de développement (« R&D ») sont informatisées et, par conséquent, reposent totalement sur le bon fonctionnement de logiciels complexes et de matériels informatiques intégrés. Il n'est pas possible de garantir le fonctionnement ininterrompu ou la sécurité totale de ces systèmes. Par exemple, l'intrusion de pirates informatiques ou industriels pourrait interférer avec le bon fonctionnement des systèmes du Groupe et causer des dommages importants, des pertes de données, voire des retards dans le déroulement de ses activités de R&D. Les virus informatiques, transmis volontairement ou accidentellement, peuvent également entraîner des dommages, des pertes ou des retards similaires. Étant donné que les systèmes du Groupe intègrent des fonctionnalités avancées ou de pointe, des « bugs » informatiques ou erreurs de conception peuvent également causer des défaillances.

De plus, les principales installations du Groupe étant implantées dans un nombre limité de sites, dont le Japon et la Californie qui peuvent être exposés à des tremblements de terre, les dommages physiques substantiels subis par l'un des sites du Groupe, qu'ils soient provoqués par des causes naturelles ou des attaques ou violences locales, peuvent réduire de façon significative la capacité du Groupe à poursuivre normalement ses activités professionnelles.

Si l'un des événements ainsi décrits venait à se produire, les dommages, pertes ou retards qui en résulteraient pourraient avoir un impact négatif significatif sur l'activité du Groupe, son résultat opérationnel et sa situation financière.

Pour limiter ce risque, le Groupe s'est doté de dispositifs de sécurité, notamment de protections anti-intrusion, d'une redondance des stockages de données et d'un accès limité aux informations critiques et sensibles. Dassault Systèmes a par ailleurs souscrit des polices d'assurance pour atténuer l'impact de ces risques (voir le paragraphe 4.3 « Assurances » du Document de référence pour 2011).

Erreurs ou défauts dans les produits

Les logiciels sophistiqués présentent souvent des erreurs, défauts ou autres problèmes de performance lors de leur première introduction ou lors de la sortie de nouvelles versions et mises à jour. Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de corriger à temps d'éventuels erreurs ou défauts découverts dans ses produits actuels ou futurs ou de procurer une réponse satisfaisante à ses clients et, pour cette raison, être contraint d'affecter des ressources financières, techniques et managériales importantes, voire de réaffecter certaines ressources dédiées au développement pour pallier ou éliminer ces défauts. Dassault Systèmes pourrait également pâtir d'une augmentation de ses coûts liés à la maintenance et aux garanties.

Les erreurs, défauts ou autres problèmes de performance des produits du Groupe pourraient entraver ou retarder leur acceptation par le marché, ou entraîner des retards dans les déploiements chez ses clients. De telles difficultés pourraient également entraîner la perte de clients et, dans le cas de clients importants, la perte potentiellement significative de chiffre d'affaires qui aurait dû être généré par la vente aux sous-traitants de ces mêmes clients. Les problèmes techniques ou la perte d'un client de renommée mondiale pourraient aussi entacher la réputation de Dassault Systèmes et provoquer la perte d'opportunités commerciales.

S'il advenait que des clients subissaient des dommages financiers ou de toute autre nature du fait d'erreurs, défauts et autres problèmes de performance sur des logiciels du Groupe, ces clients pourraient être amenés à intenter des actions en justice contre Dassault Systèmes. Toute action contentieuse intentée à son encontre en matière de responsabilité des produits, même si elle n'aboutissait pas, pourrait se révéler longue, coûteuse et avoir un impact négatif sur ses efforts commerciaux.

Le Groupe gère ce risque en procédant à des tests poussés (parfois en collaboration avec certains clients et partenaires soigneusement sélectionnés) avant de lancer de nouveaux produits, de nouvelles mises à jour et versions sur le marché.

Le Groupe a souscrit également une assurance contre le risque responsabilité produits (« Erreurs et Omissions ») couvrant d'éventuels défauts dans ses produits. Néanmoins, les polices d'assurance auxquelles le Groupe adhère peuvent ne couvrir que de façon partielle le coût de rectification d'erreurs importantes (voir le paragraphe 4.3 « Assurances » du Document de référence pour 2011).

Sont exposés de manière détaillée dans le Document de référence pour 2011 déposé le 29 mars 2012 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, les autres facteurs de risques suivants :

- *Fluctuations des taux de change*
- *Développement d'une nouvelle offre de services d'applications dématérialisées (« cloud computing »)*
- *Management et personnel clé*
- *Technologies complexes et en rapide évolution*
- *Environnement concurrentiel et pression sur les prix*
- *Litiges et poursuites judiciaires*
- *Environnement réglementaire complexe*
- *Difficultés dans les relations avec les partenaires de l'entreprise étendue*
- *Défis organisationnels et de gestion liés à l'évolution du Groupe*
- *Opérations internationales*
- *Fluctuations du résultat opérationnel trimestriel du Groupe*
- *Volatilité des valeurs technologiques*
- *Actionnariat*
- *Risques de marché*

2.3 Présentation générale

2.3.1 Principes et présentation de l'information financière

Le résumé ci-après présente certains éléments des résultats financiers du Groupe établis conformément au référentiel *International Financial Reporting Standards* (« IFRS ») pour le premier semestre 2012. Ce résumé, l'information financière complémentaire non-IFRS et les explications plus détaillées qui les accompagnent, doivent être lus conjointement avec les comptes semestriels consolidés résumés et leurs annexes, présentés au paragraphe 3 du présent rapport financier semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2012 ont été préparés conformément à la norme *International Accounting Standard* (« IAS ») 34 « Information financière intermédiaire » et à ce titre ne comprennent pas toutes les informations requises pour des comptes annuels. En conséquence, ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 qui sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, et publiés dans le Document de référence du Groupe pour 2011, déposé le 29 mars 2012 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les principes et méthodes comptables appliqués dans ces comptes semestriels consolidés résumés sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception des dispositions spécifiques à l'établissement des comptes intermédiaires :

- La charge d'impôt est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.
- Les engagements de retraite du semestre ont été estimés à partir des études actuarielles réalisées pour l'exercice 2011.

Les autres nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat des opérations du Groupe. Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe.

Dans le cadre de l'analyse du résultat de ses opérations, le Groupe prend en compte une information financière complémentaire non-IFRS qui exclut les éléments suivants :

- le traitement comptable des produits constatés d'avance liés aux acquisitions,
- l'amortissement des actifs incorporels acquis, y compris l'amortissement des logiciels acquis,
- la charge liée à l'attribution gratuite d'actions de performance et de stocks options,
- les autres produits et charges opérationnels, nets,
- certains éléments financiers non récurrents.

Un rapprochement entre l'information financière complémentaire non-IFRS et les informations extraites des comptes consolidés et de leurs annexes est présenté ci-dessous à la section « Information financière complémentaire non-IFRS », et une description de cette information financière complémentaire non-IFRS figure dans le Document de référence du Groupe pour l'exercice 2011.

Lorsque le Groupe estime que cela est utile à la compréhension de l'évolution de son activité, le pourcentage de croissance ou de diminution de certaines données financières est retraité afin d'éliminer l'impact des variations de taux de change, notamment celles du dollar américain et du yen japonais par rapport à l'euro. Lorsqu'une variation est présentée « à taux de change constants », les données de la période précédente ont été recalculées sur la base des taux de change moyens de la période actuelle, puis comparées aux données actuelles. Tous les éléments d'information à taux de change constants

sont fournis sur une base estimée. Sauf indication contraire, l'impact des variations de taux de change est similaire entre les données financières IFRS et non-IFRS.

Le chiffre d'affaires trimestriel lié aux nouvelles licences a évolué de façon significative par le passé. Cette situation est susceptible de se reproduire dans l'avenir. Le chiffre d'affaires total du Groupe est moins sujet à des variations significatives trimestrielles grâce à la part importante de chiffre d'affaires logiciel récurrent : en 2009 notamment, durant la récession économique mondiale, le niveau significatif du chiffre d'affaires logiciel récurrent a permis de limiter l'impact de la diminution des nouvelles licences sur le chiffre d'affaires total et sur le résultat net.

Il est néanmoins possible que le chiffre d'affaires trimestriel évolue de façon importante et que, combiné aux impacts des programmes d'investissements du Groupe, cette situation engendre également une variation significative du résultat net trimestriel.

Une part significative des ventes du Groupe est généralement réalisée au cours du dernier mois de chaque trimestre et, ainsi qu'il est généralement observé dans l'industrie du logiciel, l'activité de vente de licences du Groupe atteint son maximum au cours du mois de décembre. Les ventes de logiciels, le chiffre d'affaires total, le résultat opérationnel, la marge opérationnelle et le résultat net part du Groupe sont généralement plus élevés au quatrième trimestre de chaque exercice.

Parmi les principaux facteurs qui pourraient entraîner des variations du chiffre d'affaires du Groupe figurent notamment : l'évolution de l'environnement macro-économique, le calendrier et le montant des opérations de fusions et acquisitions ainsi que des cessions, la taille et le nombre des transactions de vente de logiciels sur un trimestre donné, le modèle de concession des licences de logiciels, ainsi que le calendrier et l'importance des prestations de services. Par ailleurs, le chiffre d'affaires trimestriel peut varier considérablement en raison de la durée nécessaire à la négociation et à la finalisation des contrats commerciaux ou au calendrier de comptabilisation des activités de conseil.

2.3.2 Résumé du résultat des opérations au 30 juin 2012

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires par activité, par zone géographique et par segment pour les premiers semestres clos les 30 juin 2012 et 2011, ainsi que les taux de croissance enregistrés, ces informations étant également présentées à taux de change constants.

<i>(en millions d'euros à l'exception des pourcentages)</i>	Premier semestre clos le 30 juin			
	2012	2011	Variation	Variation à taux de change constants
Chiffre d'affaires	965,3	838,1	15,2 %	10 %
Chiffre d'affaires par activité				
Ventes de logiciels	877,7	760,6	15,4 %	10 %
Prestations de services et autres	87,6	77,5	13,0 %	8 %
Chiffre d'affaires par zone géographique				
Europe	432,3	375,2	15,2 %	14 %
Amériques	265,6	237,1	12,0 %	4 %
Asie	267,4	225,8	18,4 %	11 %
Chiffre d'affaires par segment				
PLM	765,4	672,6	13,8 %	9 %
SOLIDWORKS	199,9	165,5	20,8 %	14 %

- La croissance du chiffre d'affaires IFRS et non-IFRS reflète la performance des principales marques du Groupe. La progression des prestations de services et autres trouve principalement son origine dans le développement des activités de services liées à la V6.
- En données publiées, le chiffre d'affaires a augmenté de 15 %, les ventes de logiciel progressant de 15 % et les prestations de services et autres de 13 %. L'évolution des cours de change a eu un impact important sur le premier semestre 2012, majorant de 5 points de pourcentage la croissance du chiffre d'affaires.
- Le résultat opérationnel IFRS a augmenté de 26,4 % pour s'établir à 232,6 millions d'euros et la marge opérationnelle a progressé de 210 points de base à 24,1 %. En données non-IFRS, le résultat opérationnel est en hausse de 19,5 % pour s'établir à 282,3 millions d'euros. La marge opérationnelle non-IFRS s'améliore de 100 points de base à 29,2 % pour le premier semestre 2012 : cette augmentation provenant principalement de l'efficacité de la gestion des activités du Groupe.
- Le résultat net dilué par action a augmenté de 21,4 % pour s'établir à 1,25 euro reflétant principalement la progression du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle. En données non-IFRS, le résultat net dilué par action a progressé de 14,8 % pour s'établir à 1,47 euro.
- Le Groupe a connu une forte augmentation de son activité de vente de nouvelles licences sur le premier semestre 2012, ce chiffre d'affaires progressant de 18,5 % en données publiées et de 13 % à taux de change constants. Cette évolution a également été portée par la croissance à deux chiffres de l'activité de licences périodiques. La progression des ventes de nouvelles licences a été portée par la zone Asie puis par l'Europe, avec des taux de croissance du chiffre d'affaires des nouvelles licences à deux chiffres, en données publiées comme à taux de change constants. La performance du Groupe dans les pays à fort taux de croissance a été de 15,6 % en données publiées et de 6 % à taux de change constants sur la période, portée par la Chine et la Corée.
- Au cours du premier semestre 2012, l'augmentation du chiffre d'affaires logiciel récurrent IFRS et non-IFRS a été de 13,7 %. A taux de change constant, la progression est de 9 % reflétant les ventes de nouvelles licences et la croissance des licences périodiques. Les taux de renouvellement des contrats de maintenance sont restés par ailleurs élevés. Le chiffre d'affaires logiciel récurrent a représenté la majeure partie du chiffre d'affaires logiciel de Dassault Systèmes soit environ 71 % au premier semestre 2012 contre 72 % au premier semestre 2011.
- Le chiffre d'affaires logiciel PLM, a augmenté d'environ 14 % en données publiées et de 9 % à taux de change constants, le chiffre d'affaires logiciel d'ENOVIA et des autres marques PLM, en données non-IFRS, progressant respectivement de 19,2 % (13 % à taux de change constants) et de 18,3 % (12 % à taux de change constants). Les ventes de nouvelles licences CATIA ont connu une croissance à deux chiffres et le chiffre d'affaires logiciel non-IFRS a augmenté de 10,6 % en données publiées et de 7 % à taux de change constants.
- Le chiffre d'affaires logiciel réalisé par le segment SOLIDWORKS a augmenté de 20,8 % en données publiées et de 14 % à taux de change constants. Le chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences et le chiffre d'affaires récurrent ont connu des taux de croissance à deux chiffres. Le nombre de nouvelles licences s'est élevé à 27 252, représentant une augmentation de 13 %.

Perspectives 2012

Les objectifs financiers annuels du Groupe intègrent des hypothèses prudentes de croissance pour la seconde moitié de l'année, et en particulier pour le quatrième trimestre, reflétant l'incertitude liée à l'environnement macro-économique, voir le paragraphe 2.8 « Perspectives 2012 ».

Autres éléments financiers significatifs

Les flux de trésorerie opérationnels s'élèvent à 353,8 millions d'euros pour le premier semestre clos le 30 juin 2012, comparé à 281,4 millions d'euros au premier semestre 2011. Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a procédé à la cession de placements à court terme pour un montant net de 86,9 millions d'euros et a utilisé sa trésorerie afin : de financer des opérations de croissance externe pour un montant total de 19,1 millions d'euros (incluant l'acquisition de Netvibes), de distribuer des dividendes pour un montant total de 86,5 millions d'euros et de procéder à des rachats d'actions pour un montant de 71,9 millions d'euros, permettant de réduire pour partie l'effet dilutif des stock options exercées. Les investissements immobilisés ont représenté 23,7 millions d'euros dont 20,6 millions d'euros au titre d'immobilisations corporelles contre 22,3 millions d'euros sur le premier semestre 2011, dont 17,6 millions d'euros au titre d'immobilisations corporelles.

La trésorerie nette de Dassault Systèmes, constituée de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, moins la dette à long terme et moins la dette de 200 millions d'euros devenue courante au 31 décembre 2011, s'élève à 1,39 milliard d'euros au 30 juin 2012 contre 1,15 milliard d'euros au 31 décembre 2011. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les placements à court terme ont augmenté pour atteindre 1,64 milliard d'euros au 30 juin 2012 contre 1,42 milliard d'euros au 31 décembre 2011.

La trésorerie reçue au titre de l'exercice des stock options sur le premier semestre 2012 représente un montant de 74,2 millions d'euros contre 179,0 millions d'euros au premier semestre 2011 du fait principalement de l'arrivée à échéance de plusieurs plans de stock options d'une durée de vie de dix ans.

2.3.3 Information financière complémentaire non-IFRS

Les données complémentaires présentées ci-après comportent des limites inhérentes à leur nature. Ces données ne sont basées sur aucun ensemble de normes ou de principes comptables et ne doivent pas être considérées comme un substitut aux éléments comptables en normes IFRS. Les données financières complémentaires non-IFRS ne doivent pas être lues indépendamment, mais toujours associées aux éléments de comptes consolidés préparés selon les normes IFRS. En outre, les données financières complémentaires non-IFRS du Groupe peuvent ne pas être comparables à d'autres données également intitulées « non-IFRS » et utilisées par d'autres sociétés. Un certain nombre de limitations spécifiques relatives à ces mesures sont détaillées ci-dessous.

Pour l'évaluation et la communication de ses résultats opérationnels, le Groupe ajoute à ses résultats financiers en normes IFRS des données financières complémentaires non-IFRS. Comme présenté dans le paragraphe 2.3.1 « Principes et présentation de l'information financière », les données financières complémentaires non-IFRS excluent : le traitement comptable des produits constatés d'avance liés aux acquisitions, l'amortissement des actifs incorporels acquis, les charges relatives à l'attribution gratuite d'actions de performance et de stock options, les autres produits et charges opérationnels, nets, certains éléments financiers non-récurrents et l'impact fiscal des retraitements non-IFRS. Pour cette raison, et en tenant compte des limites d'utilisation décrites dans son dernier Document de référence, le Groupe estime que ces données complémentaires non-IFRS fournissent une base pertinente utile à la comparaison entre les périodes, et permettent une meilleure compréhension de sa performance financière par les investisseurs.

La direction du Groupe utilise des données financières complémentaires non-IFRS, associées à son information financière IFRS, pour évaluer sa performance opérationnelle, prendre des décisions opérationnelles, planifier, et fixer ses objectifs pour les périodes à venir. En particulier, la rémunération des cadres dirigeants du Groupe est en partie assise sur la performance de son activité mesurée en fonction des données financières complémentaires non-IFRS. Le Groupe estime que les données complémentaires non-IFRS fournissent également aux investisseurs et aux analystes financiers une information pertinente qu'ils utilisent pour comparer la performance opérationnelle du Groupe à ses performances historiques et aux autres sociétés de son secteur, ainsi que pour des besoins de valorisation.

Le tableau ci-après détaille l'information financière complémentaire non-IFRS. Ce tableau détaille également les informations financières en normes IFRS correspondantes ainsi qu'un rapprochement entre les données en normes IFRS et les données non-IFRS.

<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages et des données par action)</i>	Semestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin			Variation	
	2012 IFRS	Retraite- ments	2012 non- IFRS	2011 IFRS	Retraite- ments	2011 non- IFRS	IFRS	non- IFRS ⁽²⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	965,3	-	965,3	838,1	0,4	838,5	15,2 %	15,1 %
Chiffre d'affaires par activité								
Ventes de logiciels	877,7	-	877,7	760,6	0,4	761,0	15,4 %	15,3 %
Prestations de services et autres	87,6	-	87,6	77,5	-	77,5	13,0 %	13,0 %
Chiffre d'affaires par zone géographique								
Europe	432,3	-	432,3	375,2	-	375,2	15,2 %	15,2 %
Amériques	265,6	-	265,6	237,1	0,1	237,2	12,0 %	12,0 %
Asie	267,4	-	267,4	225,8	0,3	226,1	18,4 %	18,3 %
Chiffre d'affaires par segment								
PLM	765,4	-	765,4	672,6	0,4	673,0	13,8 %	13,7 %
SOLIDWORKS	199,9	-	199,9	165,5	-	165,5	20,8 %	20,8 %
Charges opérationnelles	(732,7)	49,7	(683,0)	(654,1)	51,9	(602,2)	12,0 %	13,4 %
Charge d'attribution gratuite d'actions de performance et de stock options ⁽¹⁾	(10,5)	10,5	-	(7,8)	7,8	-	34,6 %	-
Amortissement des actifs incorporels acquis	(43,3)	43,3	-	(41,8)	41,8	-	3,6 %	-
Autres produits et charges opérationnels, nets	4,1	(4,1)	-	(2,3)	2,3	-	(278,3) %	-
Résultat opérationnel	232,6	49,7	282,3	184,0	52,3	236,3	26,4 %	19,5 %
PLM	144,6	49,7	194,3	110,9	52,1	163,0	30,4 %	19,2 %
SOLIDWORKS	88,0	-	88,0	73,1	0,2	73,3	20,4 %	20,1 %
Marge opérationnelle	24,1 %		29,2 %	22,0 %		28,2 %		
PLM	18,9 %		25,4 %	16,5 %		24,2 %		
SOLIDWORKS	44,0 %		44,0 %	44,2 %		44,3 %		
Produits (charges) financiers et autres, nets	5,1	(2,4)	2,7	3,7	(5,0)	(1,3)		
Résultat avant impôt	237,7	47,3	285,0	188,4	47,3	235,7	26,2 %	20,9 %
Charge d'impôt sur le résultat	(79,2)	(19,3)	(98,5)	(60,2)	(17,0)	(77,2)	31,6 %	27,6 %
Intérêts minoritaires	(2,1)	-	(2,1)	(0,1)	-	(0,1)		
Résultat net, part du Groupe	156,4	28,0	184,4	128,1	30,3	158,4	22,0 %	16,4 %
Résultat net dilué par action⁽³⁾	€1,25	0,22	€1,47	€1,03	0,25	€1,28	21,4 %	14,8 %

(1) Le détail de l'ajustement de la charge d'attribution gratuite d'actions de performance et de stock options est le suivant :

(en millions d'euros)	Semestres clos les 30 juin					
	2012 IFRS	Retraitements	2012 non-IFRS	2011 IFRS	Retraitements	2011 non-IFRS
Coût des ventes de logiciels, des prestations de services et autres	(130,4)	0,3	(130,1)	(123,7)	0,3	(123,4)
Recherche et développement	(179,3)	5,0	(174,3)	(160,0)	3,7	(156,3)
Frais commerciaux	(310,5)	2,7	(307,8)	(259,5)	2,0	(257,5)
Frais généraux et administratifs	(73,3)	2,5	(70,8)	(66,8)	1,8	(65,0)
Charge d'attribution gratuite d'actions de performance et de stock options	(10,5)	10,5	-	(7,8)	7,8	-

(2) Le pourcentage d'augmentation (diminution) non-IFRS compare les données non-IFRS pour les deux périodes. Dans le cas où les retraitements relatifs à une donnée ne concernent qu'un des deux semestres, l'augmentation (diminution) non-IFRS compare la donnée non-IFRS à la donnée IFRS correspondante.

(3) Sur la base d'une moyenne pondérée de 125,5 millions d'actions diluées au titre du premier semestre 2012 et de 124,0 millions d'actions diluées au titre du premier semestre 2011.

2.4 Examen de la situation financière et du résultat des opérations au 30 juin 2012

2.4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a progressé de 15,2 % et de 10 % à taux de change constants pour s'établir à 965,3 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 838,1 millions d'euros au 30 juin 2011. En données non-IFRS, le chiffre d'affaires a progressé de 15,1 % (10 % à taux de change constants) pour s'établir à 965,3 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 838,5 millions d'euros sur le premier semestre 2011. La zone Europe a contribué le plus fortement à l'augmentation du chiffre d'affaires avec une croissance de 14 % à taux de change constants, dynamique portée par de nombreux pays et notamment l'Allemagne. Le chiffre d'affaires de l'Asie a progressé de 11 % à taux de change constants avec une croissance importante en Corée et en Chine et une reprise encourageante au Japon après les catastrophes naturelles qu'a connues le pays au premier semestre 2011. Dans la zone Amériques, le chiffre d'affaires a progressé de 4 % à taux de change constants, avec une croissance du chiffre d'affaires récurrent et dans une moindre mesure une progression des ventes de nouvelles licences.

Les taux de croissance du chiffre d'affaires total et des ventes de logiciel en données publiées sont plus élevés que ceux à taux de change constants d'environ 5 points de pourcentage du fait de l'augmentation d'environ 8 % du dollar américain et de 10 % du yen japonais face à l'euro. Le cours moyen de change du dollar américain s'est établi à 1,30 dollar américain pour 1,00 euro sur le premier semestre 2012 contre 1,40 dollar américain pour 1,00 euro sur le premier semestre 2011. Le cours moyen de change du yen japonais s'est établi à 103,3 au premier semestre 2012 contre 115,0 au premier semestre de l'exercice précédent.

Sur la base des données publiées, l'Europe a représenté 45 % du chiffre d'affaires du Groupe (contre 45 % au 30 juin 2011), les Amériques 27 % (contre 28 % au 30 juin 2011) et l'Asie 28 % (contre 27 % au 30 juin 2011).

2.4.1.1 Chiffre d'affaires logiciel

Le chiffre d'affaires logiciel se compose du chiffre d'affaires issu des nouvelles licences et du chiffre d'affaires lié aux licences existantes (licences périodiques), à la maintenance et au développement de produits. Les licences périodiques et la maintenance constituent le « chiffre d'affaires récurrent ».

Les logiciels PLM du Groupe font essentiellement l'objet de contrats de licence selon deux modalités distinctes de paiement : (i) les nouvelles licences pour lesquelles le client paie une redevance initiale au titre d'une licence perpétuelle ou (ii) les licences (locations) périodiques où, pour maintenir sa licence

active, le client paie une redevance périodique (d'un montant généralement fixe). L'accès au service de maintenance, à la mise à jour ou à l'amélioration des produits nécessite le paiement de redevances qui sont comptabilisées dans le chiffre d'affaires maintenance. Les licences (locations) périodiques autorisent le client à bénéficier d'une maintenance corrective et de mises à jour de produits existants, sans redevance supplémentaire. Les mises à jour de produits incluent les améliorations apportées au produit existant, mais n'englobent pas la fourniture de nouveaux produits. Le chiffre d'affaires logiciel généré par de nouveaux clients ou lié à de nouveaux contrats passés avec des clients existants, est comptabilisé dans les « licences périodiques » si le client choisit cette modalité de paiement. Le chiffre d'affaires de développement produit porte sur le développement de nouvelles fonctionnalités de produits standards demandées par des clients.

<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Chiffre d'affaires logiciel		
Nouvelles licences	248,2	209,4
Licences périodiques, maintenance et développement de produits	629,5	551,2
Total chiffre d'affaires logiciel	877,7	760,6
% du chiffre d'affaires	90,9 %	90,8 %

Sur le premier semestre 2012, le chiffre d'affaires logiciel, en données IFRS, est en hausse de 15,4 % et de 10 % à taux de change constants, profitant de la contribution de l'ensemble des marques, des secteurs d'activité et des réseaux de vente. Cette progression globale de 117,1 millions d'euros résulte de l'augmentation du chiffre d'affaires relatif aux nouvelles licences pour 38,8 millions d'euros et de celle des licences périodiques, de la maintenance et du développement de produits pour un montant de 78,3 millions d'euros. En données non-IFRS, et à taux de change constants, le chiffre d'affaires logiciel a augmenté respectivement de 15,3 % et de 10 %.

Pour le premier semestre 2012, la croissance du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences a été de 18,5 % en données publiées et de 13 % à taux de change constants. Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires relatif aux nouvelles licences représente 28,3 % du chiffre d'affaires logiciel, contre 27,5 % au 30 juin 2011. Au 30 juin 2012, les principales marques de Dassault Systèmes et notamment la plus importante CATIA, ont connu une croissance à deux chiffres à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires logiciel récurrent a connu une augmentation de 13,7 % et de 9 % à taux de change constants, pour atteindre 625,7 millions d'euros au 30 juin 2012, contre 550,1 millions d'euros au 30 juin 2011. L'augmentation du chiffre d'affaires logiciel récurrent de 75,6 millions d'euros reflète principalement la croissance à un chiffre du chiffre d'affaires de maintenance lié aux nouvelles licences et une croissance à deux chiffres de l'activité de licences périodiques. Les taux de renouvellement de la maintenance sont restés à des niveaux élevés. Le chiffre d'affaires récurrent a représenté, respectivement, 71 % et 72 % du chiffre d'affaires logiciel aux premiers semestres 2012 et 2011. Le chiffre d'affaires logiciel récurrent en données non-IFRS a augmenté de 13,7 % et de 9 % à taux de change constants, pour atteindre 625,7 millions d'euros au 30 juin 2012, contre 550,5 millions d'euros au 30 juin 2011.

Le chiffre d'affaires de développement de produits a représenté 3,8 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 1,1 million lors de la même période en 2011.

Le chiffre d'affaires logiciel PLM en données publiées est en hausse d'environ 14 % et de 9 % à taux de change constants grâce à l'effet combiné de la hausse à deux chiffres du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences et de la progression à un chiffre du chiffre d'affaires récurrent, également à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé par le segment SOLIDWORKS tant en données IFRS qu'en non-IFRS a augmenté de 20,8 % et de 14 % à taux de change constants, suite à l'effet cumulatif des taux de croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences et du chiffre d'affaires de la maintenance. Sur le premier semestre 2012, les nouvelles licences SOLIDWORKS ont augmenté de 13 % pour atteindre 27 252 unités contre 24 021 unités sur le premier semestre 2011.

2.4.1.2 Chiffre d'affaires prestations de services et autres

Le chiffre d'affaires prestations de services et autres représente le chiffre d'affaires issu des activités de conseil en méthodologie pour la conception, le déploiement et le support, ainsi que des services de formation et d'ingénierie. Pour chacune des périodes présentées, la quasi-totalité du chiffre d'affaires prestations de services et autres était générée par l'activité PLM.

<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Chiffre d'affaires prestations de services et autres	87,6	77,5
% du chiffre d'affaires	9,1 %	9,2 %

Le chiffre d'affaires prestations de services et autres a augmenté de 13,0 % en données publiées et de 8 % à taux de change constants. Cette évolution est principalement liée à l'augmentation du nombre de prestations de services réalisées dans le cadre de la Version 6.

2.4.2 Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 12,0 %, soit de 78,6 millions d'euros au premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011. Cette évolution est principalement liée à la hausse de l'effectif total et des investissements destinés à améliorer la visibilité des marques et des offres de Dassault Systèmes. En excluant l'impact négatif de l'effet de change d'environ 4 points de pourcentage, les charges opérationnelles augmentent d'environ 8 %.

La croissance des dépenses de 78,6 millions d'euros est principalement composée des éléments suivants : (i) la hausse des frais commerciaux de 51,0 millions d'euros, reflétant une hausse significative des frais de publicité, une augmentation de 5 % du nombre moyen de collaborateurs dédiés aux activités de marketing et de ventes, et une progression des charges de personnel associées (incluant des recrutements, des frais liés au renforcement de l'organisation du Groupe par secteur d'activité, des rémunérations, bonus et commissions plus élevés) (ii) une augmentation de 19,4 millions d'euros des frais de recherche et développement reflétant principalement une hausse de 6 % du nombre moyen de collaborateurs et une augmentation des salaires et des primes (iii) l'augmentation des frais généraux et administratifs de 6,6 millions d'euros suite à la progression de 8 % du nombre moyen de collaborateurs et des rémunérations plus élevées (iv) une augmentation de 6,4 millions d'euros des coûts des ventes de logiciels reflétant principalement des redevances plus élevées, et (v) l'effet positif des autres produits et charges opérationnels, nets pour un montant de 6,3 millions d'euros.

Les charges opérationnelles non-IFRS ont augmenté de 13,4 % soit 80,8 millions d'euros au premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011, et d'environ 9 % hors effet de change.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Charges opérationnelles	732,7	654,1
Retraitements ⁽¹⁾	(49,7)	(51,9)
Charges opérationnelles non-IFRS⁽¹⁾	683,0	602,2

- (1) L'information financière complémentaire non-IFRS ci-dessus reflète les ajustements apportés aux données financières du Groupe en excluant les éléments suivants : (i) les amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions ; (ii) la charge liée à l'attribution gratuite d'actions de performance et de stock options ; et (iii) les autres produits et charges opérationnels, nets. Afin de rapprocher ces informations financières non-IFRS des informations extraites des comptes consolidés et de leurs annexes, se reporter au paragraphe 2.3.3 « Information financière complémentaire non-IFRS ».

2.4.3 Résultat opérationnel

	Semestres clos les 30 juin	
<i>(en millions d'euros)</i>	2012	2011
Résultat opérationnel	232,6	184,0

Au cours du premier semestre 2012, le résultat opérationnel a augmenté de 26,4 % soit 48,6 millions d'euros, reflétant principalement les effets de la progression du chiffre d'affaires de 15,2 %, et de l'efficacité de la gestion des activités du Groupe. La marge opérationnelle a également bénéficié de ces effets : elle a atteint 24,1 % contre 22,0 % sur le premier semestre 2011.

En données non-IFRS, le résultat opérationnel a augmenté de 19,5 % pour s'établir à 282,3 millions d'euros contre 236,3 millions d'euros au premier semestre 2011. La marge opérationnelle non-IFRS s'établit à 29,2 % contre 28,2 % au premier semestre 2011.

2.4.4 Produits (charges) financiers et autres, nets

	Semestres clos les 30 juin	
<i>(en millions d'euros)</i>	2012	2011
Produits (charges) financiers et autres, nets	5,1	3,7

Au premier semestre 2012, les produits financiers et autres, nets se composent essentiellement de : produits d'intérêts nets de 6,1 millions d'euros (2011 : 1,8 million), de pertes de change de (3,3) millions d'euros (2011 : (3,1) millions), et de certains éléments non récurrents de 2,4 millions d'euros liés à un gain sur la cession d'une participation (2011 : 5,0 millions comprenant principalement un gain de 3,2 millions d'euros sur des intérêts minoritaires précédemment détenus). L'augmentation des produits financiers et autres, nets est principalement liée à la progression des produits d'intérêt (reflétant des montants de placement plus importants), pour partie compensée par un impact plus faible des gains liés aux éléments non récurrents.

En données non-IFRS, le poste produits (charges) financiers et autres, nets s'établit à 2,7 millions d'euros pour le premier semestre 2012, contre (1,3) million d'euros pour la même période de l'année précédente et exclut respectivement les éléments non-récurrents des premiers semestres 2012 et 2011.

2.4.5 Impôt sur le résultat

	Semestres clos les 30 juin	
<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages)</i>	2012	2011
Charge d'impôt sur le résultat	79,2	60,2
Taux effectif d'impôt consolidé	33,3 %	32,0 %

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 19,0 millions d'euros, soit 31,6 %, reflétant principalement l'augmentation du résultat avant impôt de 26,2 %.

Le taux effectif d'impôt consolidé a progressé de 1,3 point de pourcentage suite à l'effet de l'augmentation des taux d'impôt notamment en France.

En données non-IFRS, le taux effectif d'impôt consolidé a augmenté, il s'élève à 34,6 % au premier semestre 2012 contre 32,8 % au premier semestre 2011.

2.4.6 Résultat net et résultat net dilué par action

<i>(en millions d'euros, à l'exception des données par action)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Résultat net, part du Groupe	156,4	128,1
Résultat net dilué par action	1,25	1,03
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation <i>(en millions)</i>	125,5	124,0

Le résultat net dilué par action a augmenté de 21,4 % reflétant principalement l'augmentation du résultat opérationnel de 26,4 % partiellement compensée par une hausse du taux effectif d'impôt. De même, en données non-IFRS, le résultat net dilué par action a augmenté de 14,8 % et s'élève à 1,47 euro par action au 30 juin 2012 par rapport à 1,28 euro par action au 30 juin 2011. Cette évolution résulte de la progression du résultat opérationnel non-IFRS de 19,5 % en partie compensée par l'augmentation du taux effectif d'impôt.

2.4.7 Flux de trésorerie

La trésorerie nette provenant des activités opérationnelles s'élève à 353,8 millions d'euros pour le premier semestre 2012, contre 281,4 millions d'euros pour le premier semestre 2011.

La trésorerie nette provenant des opérations d'investissement s'est élevée à 31,9 millions d'euros au premier semestre 2012, reflétant principalement la cession de placements à court terme pour un montant net de 86,9 millions d'euros compensée pour partie par les investissements immobilisés pour un montant de 23,7 millions d'euros et par les opérations de croissance externe pour un montant net de 19,1 millions d'euros (incluant l'acquisition de Netvibes). Au premier semestre 2011, la trésorerie nette absorbée par les opérations d'investissement s'est élevée à 175,9 millions d'euros, avec l'augmentation des placements à court terme pour un montant de 121,6 millions d'euros et les acquisitions d'Intercim et d'Engenuity.

La trésorerie nette absorbée par les activités de financement s'élève à 98,2 millions d'euros au premier semestre 2012, suite aux opérations de rachat d'actions pour un montant de 71,9 millions d'euros, ainsi qu'au paiement des dividendes pour un montant total de 86,5 millions d'euros compensé par la trésorerie provenant de l'exercice de stocks options pour 74,2 millions d'euros. Les dividendes ont été mis en paiement le 26 juin 2012. Au premier semestre 2011, la trésorerie nette absorbée par les activités de financement s'est élevée à 71,9 millions d'euros, suite aux opérations de rachat d'actions pour un montant de 172,3 millions d'euros, ainsi qu'au paiement des dividendes pour un montant total de 65,8 millions d'euros compensés par la trésorerie provenant de l'exercice de stocks options pour 179,0 millions d'euros.

Aux 30 juin 2012 et 2011, les disponibilités et placements à court terme s'élevaient respectivement à 1,64 et 1,25 milliard d'euros et le montant total de la dette court et long terme à 286,9 et 299,8 millions d'euros.

2.5 Parties liées

Des accords conclus avec des parties liées à Dassault Systèmes ont été identifiés dans le Document de référence de Dassault Systèmes pour 2011, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mars 2012, dans le Chapitre 19 « Opérations avec des apparentés ».

Les accords conclus avec les parties liées sont décrits dans le Document de référence pour 2011. Il n'y a pas eu de nouveaux accords au cours du premier semestre 2012, à l'exception de l'opération intervenue sur Transcat GmbH telle que décrite à la Note 8 « Autres produits et charges opérationnels, nets », du paragraphe 3 « Comptes Semestriels Consolidés Résumés au 30 juin 2012 ».

Les accords conclus avec Dassault Aviation, et dont il est fait mention dans ledit Document de référence, se sont poursuivis au cours du premier semestre 2012, sans modification de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Dassault Systèmes durant le premier semestre 2012.

2.6 Événements importants survenus au cours du premier semestre 2012

Evolutions des produits et des technologies

Le 20 juin 2012, Dassault Systèmes a annoncé la V6-Release-2013 de sa plate-forme **3DEXPERIENCE** qui apporte une ouverture accrue et des solutions spécifiques par secteur d'activité et qui procure rapidement de la valeur ajoutée. Cette version offre des améliorations destinées à toutes les marques du Groupe. La V6-Release-2013 offre de nouvelles fonctionnalités à de nombreux secteurs d'activité tels que l'Aéronautique et Défense, le Transport et Mobilité, la Marine et Offshore, les Biens de consommation et les Produits de Grande Consommation.

Acquisitions

Le 9 février 2012, Dassault Systèmes a annoncé l'acquisition, pour un montant d'environ 21,2 millions d'euros, de Netvibes, société primée à de nombreuses reprises pour ses technologies de veille en temps réel au moyen de tableaux de bord personnalisés (*intelligence dashboards*). Netvibes aide des entreprises figurant au palmarès Fortune 500 à surveiller, analyser et comprendre en temps réel tous les événements qui se produisent à l'intérieur et à l'extérieur de leur organisation, au moyen de tableaux de bord personnalisés et en rapprochant facilement les informations clés pour optimiser la prise de décisions. La plate-forme d'édition de tableaux de bords personnalisés que constitue Netvibes, avec ses technologies universelles d'applications Internet, permet aux entreprises de connecter toute plate-forme interne d'entreprise, qu'il s'agisse de bases de données ou de systèmes, à des applications externes déployées sur le "cloud", et à des flux sociaux, pour créer un tableau de bord en temps réel. Elle assure une fois déployée une parfaite compatibilité entre tous types d'ordinateurs de bureau et de plates-formes mobiles, en proposant des interfaces utilisateurs semblables à celles d'origine.

Le 26 avril 2012, Dassault Systèmes a annoncé la création d'une nouvelle marque, GEOVIA, pour la modélisation et la simulation de notre planète. Dans ce but, Dassault Systèmes et Gemcom Software International, leader mondial des solutions logicielles pour le secteur minier, ont conclu un accord définitif aux termes duquel Dassault Systèmes s'engage à acquérir Gemcom Software International. L'acquisition a été finalisée le 11 juillet 2012, pour un montant d'environ 292 millions d'euros en numéraire, moins les passifs repris. Gemcom assurera le succès de la stratégie de modélisation des ressources naturelles définie par Dassault Systèmes, en étendant la **3DEXPERIENCE** à la modélisation et à la simulation de la nature. Selon les estimations financières pour le second semestre 2012, l'effet de l'intégration de Gemcom devrait être positif sur les résultats non-IFRS de Dassault Systèmes en 2012.

2.7 Autres informations importantes

Le 9 février 2012, Dassault Systèmes a annoncé la nomination de Monica Menghini, experte en capital de marque, pour développer des solutions industrielles et diriger le nouvel environnement de création de valeur de la **3DEXPERIENCE**.

Le 7 juin 2012, les actionnaires, réunis en Assemblée générale, ont approuvé, sur proposition du Conseil d'Administration, l'augmentation de 30 % du montant des dividendes versés pour les porter de 0,54 euro par action au 31 décembre 2010 à 0,70 euro par action pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Depuis 2009, le Groupe a augmenté son dividende par action de 52 %. Les dividendes ont été mis en paiement le 26 juin 2012.

Le 15 juin 2012, à l'occasion d'un « Capital Markets Day », Dassault Systèmes a confirmé ses objectifs financiers de croissance à l'horizon 2014, tels que communiqués le 15 juin 2010. Le Groupe a ainsi comme objectif d'atteindre un bénéfice net par action non-IFRS compris entre 3,70 euros et 4,00 euros, soit plus du double par rapport à celui de 2009 qui s'élevait à 1,86 euro.

Au cours du premier semestre 2012, Dassault Systèmes SA a racheté 1 million d'actions dans le cadre du programme de rachat adopté par l'Assemblée générale des actionnaires du 26 mai 2011, dont 643 600 actions ont été affectées à un objectif d'annulation d'actions.

Le 6 juillet 2012, Dassault Systèmes a annoncé qu'il a été informé que, conformément à l'article 787 B du Code Général des Impôts, un engagement collectif de conservation de titres en date des 25 et 26 juin 2012 a été conclu pour une durée d'au moins deux ans par Groupe Industriel Marcel Dassault, Charles Edelstenne et Bernard Charlès. Il porte globalement sur 33 852 003 actions de Dassault Systèmes représentant 27,1 % du capital et 40,1 % des droits de vote au 31 mai 2012. Cet engagement collectif de conservation de titres ne se substitue pas à ceux conclus en 2010 et 2011, les mêmes titres pouvant faire l'objet de plusieurs engagements collectifs de conservation.

Le 11 juillet 2012, Dassault Systèmes a finalisé l'acquisition de Gemcom pour un montant d'environ 292 millions d'euros en numéraire, moins les passifs repris (voir le paragraphe 2.6 « Evénements importants survenus au cours du premier semestre 2012 - Acquisitions »).

Le 25 juillet 2012, Dassault Systèmes a émis 23 412 actions nouvelles en rémunération de l'apport de 5 % du capital de la filiale Dassault Data Services à Dassault Systèmes SA, par M. Edelstenne.

2.8 Perspectives 2012

Les objectifs de croissance du chiffre d'affaires en 2012 reposent sur l'hypothèse que les clients du Groupe continuent à investir dans ses logiciels avec toutefois une hausse du chiffre d'affaires des nouvelles licences à taux de change constants moins élevée en 2012 qu'en 2011. L'hypothèse de croissance du chiffre d'affaires récurrent intègre un taux de renouvellement des contrats de maintenance équivalent à son niveau actuel, ainsi qu'une poursuite de la progression de l'activité de location de licences.

Les objectifs financiers de croissance en 2012 du Groupe prennent également en considération l'existence d'un contexte économique mondial incertain, caractérisé notamment par un resserrement des conditions de crédit qui pourrait générer des retards, des reports ou des annulations dans les décisions d'investissement ou une diminution des budgets d'investissements des clients. En particulier, depuis la communication de ses objectifs financiers initiaux pour 2012, le Groupe prévoit que le chiffre d'affaires et les ventes de nouvelles licences sur le second semestre 2012 connaîtront des augmentations plus faibles que celles du premier semestre 2012, reflétant un contexte d'incertitude plus élevé et une croissance moindre du PIB de nombreux pays.

Les objectifs financiers non-IFRS pour 2012, incluant Gemcom, tels que mis à jour et communiqués par le Groupe le 26 juillet 2012 sont les suivants :

- Objectif de croissance du chiffre d'affaires en données non-IFRS pour 2012 d'environ 8 % à 9 % à taux de change constants (soit 1,99 à 2,01 milliards d'euros sur la base des hypothèses de taux de change pour 2012 indiquées ci-après) ;
- Objectif de marge opérationnelle non-IFRS pour 2012 d'environ 31 % ; et
- Objectif de résultat net par action non-IFRS pour 2012 compris dans une fourchette de 3,20 à 3,30 euros, correspondant à une croissance d'environ 10 % à 13 %.
- Ces objectifs sont fondés sur des hypothèses de taux de change moyens de 1,30 dollar américain pour 1,00 euro et de 107 yen japonais pour 1,00 euro.

Les objectifs du Groupe sont préparés et communiqués uniquement sur la base de données non-IFRS et font l'objet des précautions détaillées ci-après.

Les objectifs non-IFRS décrits ci-dessus ne prennent pas en compte les éléments comptables suivants et sont fondés sur les hypothèses de taux de change pour 2012 présentées ci-dessus : la charge liée à l'attribution gratuite d'actions de performance et de stock options estimée à environ 20 millions d'euros et l'amortissement des actifs incorporels acquis à environ 85 millions d'euros. Les ajustements

ci-dessus ne prennent pas en compte l'impact de l'acquisition de Gemcom, dont la comptabilisation sera faite lors de la publication des résultats du 3ème trimestre. Les objectifs ci-dessus ne prennent pas en compte l'impact des autres produits et charges opérationnels, nets, notamment liés aux dépenses d'acquisition, d'intégration, et de restructuration (représentant un gain de 4,1 millions d'euros au 30 juin 2012). Ces estimations n'incluent pas d'éventuelles nouvelles attributions de stock options ou d'actions de performance attribuées gratuitement, ni de nouvelles acquisitions ou restructurations, ni d'effets fiscaux ponctuels pouvant intervenir après le 26 juillet 2012.

Les données figurant ci-dessus comprennent des déclarations sur les objectifs de performances financières à venir de Dassault Systèmes. Ces déclarations de nature prospective se fondent sur les opinions et hypothèses des dirigeants du Groupe à la date 26 juillet 2012 et impliquent des risques et des incertitudes connus et inconnus. Les résultats et performances de Dassault Systèmes peuvent également être affectés par un ensemble de facteurs qui comprennent l'environnement économique mondial, les évolutions dans les projets d'investissement des clients ou dans le calendrier de leur réalisation, la croissance des parts de marché des concurrents du Groupe, le développement de nouveaux produits et les évolutions technologiques, les difficultés ou changements affectant les partenaires ou les relations avec ces derniers, les erreurs ou défauts des produits développés par Dassault Systèmes, et l'occurrence de risques liés à l'intégration de toute société nouvellement acquise (et notamment Gemcom) ou à toute réorganisation interne. Les taux de change mentionnés ci-dessus sont des hypothèses de travail : les cours des devises varient et peuvent affecter significativement les résultats de Dassault Systèmes s'ils diffèrent de cette hypothèse.

Pour plus d'informations concernant les risques auxquels le Groupe fait face, voir également le paragraphe 2.2 « Facteurs de risques » ci-dessus.

3 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2012

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

<i>(En milliers d'euros, à l'exception des montants par action)</i>	Note	Semestres clos les 30 juin	
		2012 (non audité)	2011 (non audité)
Nouvelles licences		248 180	209 398
Licences périodiques, maintenance et développement de produits		629 544	551 155
Ventes de logiciels	5	877 724	760 553
Prestations de services et autres		87 553	77 527
Total chiffre d'affaires		965 277	838 080
Coût des ventes de logiciels		(44 343)	(37 809)
Coût des prestations de services et autres		(85 990)	(85 864)
Frais de recherche et de développement		(179 301)	(159 966)
Frais commerciaux		(310 496)	(259 551)
Frais généraux et administratifs		(73 339)	(66 830)
Amortissement des actifs incorporels acquis		(43 282)	(41 796)
Autres produits et charges opérationnels, nets	8	4 061	(2 287)
Résultat opérationnel		232 587	183 977
Produits d'intérêts, nets	9	6 135	1 757
Autres produits et charges financiers, nets	9	(1 006)	1 963
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		-	722
Résultat avant impôt sur le résultat		237 716	188 419
Charge d'impôt sur le résultat		(79 229)	(60 243)
Résultat net		158 487	128 176
Dont :			
Résultat net, part du Groupe		156 356	128 133
Intérêts minoritaires		2 131	43
Résultat par action			
Résultat net de base par action		€1,27	€1,06
Résultat net dilué par action		€1,25	€1,03

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

<i>(En milliers d'euros)</i>	Note	Semestres clos les 30 juin	
		2012 (non audité)	2011 (non audité)
Résultat net		158 487	128 176
Gains sur les actifs financiers disponibles à la vente	15	47	65
Gains sur les couvertures de flux de trésorerie	15	2 788	9 668
Ecart de conversion		33 725	(83 288)
Charge d'impôt comptabilisée en capitaux propres		(1 549)	(3 372)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres, nets d'impôts		35 011	(76 927)
Total des produits et charges comptabilisés, nets d'impôts		193 498	51 249
Dont :			
Part revenant au Groupe		194 779	51 206
Part revenant aux minoritaires		(1 281)	43

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

<i>(En milliers d'euros)</i>		30 juin 2012	31 décembre 2011
Actif	Note	(non audité)	(audité)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 461 330	1 154 275
Placements à court terme		182 633	268 693
Clients et comptes rattachés, nets	10	431 036	494 341
Créances d'impôt sur le résultat		52 467	65 020
Autres actifs courants		81 802	74 384
Total actif courant		2 209 268	2 056 713
Immobilisations corporelles, nettes		110 927	106 601
Investissements et autres actifs non courants		34 994	28 619
Impôts différés actifs		96 664	82 995
Immobilisations incorporelles, nettes	12	572 275	593 866
Goodwill	12	665 173	647 990
Total actif non courant		1 480 033	1 460 071
Total Actif		3 689 301	3 516 784
Passif et Capitaux propres			
Dettes fournisseurs		91 512	99 844
Personnel et comptes rattachés		165 726	183 849
Produits constatés d'avance		578 704	492 036
Impôt sur le résultat à payer		35 726	19 568
Emprunts courants	14	228 962	228 942
Autres passifs courants		97 707	113 926
Total passif courant		1 198 337	1 138 165
Impôts différés passifs		59 086	59 350
Emprunts non courants	14	57 925	72 355
Autres passifs non courants		170 482	163 255
Total passif non courant		287 493	294 960
Capital		125 036	123 093
Primes d'émission		333 781	263 875
Actions propres		(99 997)	(36 524)
Réserves consolidées et autres réserves		1 837 569	1 763 065
Autres éléments		(8 893)	(47 316)
Total capitaux propres, part du Groupe		2 187 496	2 066 193
Intérêts minoritaires		15 975	17 466
Total capitaux propres	15	2 203 471	2 083 659
Total Passif et Capitaux propres		3 689 301	3 516 784

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(En milliers d'euros)</i>	Note	Semestres clos les 30 juin	
		2012	2011
		(non audité)	(non audité)
Résultat net		158 487	128 176
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie	16	62 709	56 318
Variation des actifs et passifs d'exploitation	16	132 567	96 858
TRESORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		353 763	281 352
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(23 727)	(22 300)
Acquisitions de placements à court terme		(70 950)	(251 205)
Cessions de placements à court terme		157 900	129 646
Acquisitions de filiales consolidées, nettes de la trésorerie acquise	11	(19 128)	(29 510)
Autres		(12 191)	(2 512)
TRESORERIE NETTE PROVENANT (ABSORBEE PAR) LES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		31 904	(175 881)
Exercice de stock options		74 207	179 020
Dividendes versés	15	(86 502)	(65 777)
Rachat d'actions propres	15	(71 860)	(172 315)
Remboursement d'emprunts	14	(14 037)	(12 804)
TRESORERIE NETTE ABSORBEE PAR LES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(98 192)	(71 876)
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie		19 580	(43 838)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		307 055	(10 243)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		1 154 275	976 482
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		1 461 330	966 239
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
Impôt payé		35 718	32 291
Intérêts payés, nets		3 814	5 376

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées et autres réserves	Autres éléments	Part du Groupe	Minori- taires	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2011	121 333	229 865	(7 172)	1 529 721	(82 956)	1 790 791	1 016	1 791 807
Produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	-	-	-	128 133	(76 927)	51 206	43	51 249
Dividendes	-	-	-	(65 627)	-	(65 627)	(150)	(65 777)
Exercice de stock options	3 761	167 557	-	-	-	171 318	-	171 318
Transactions sur actions propres	(1 850)	(100 938)	(69 527)	-	-	(172 315)	-	(172 315)
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	7 761	-	7 761	-	7 761
Autres variations	-	-	-	28	-	28	-	28
Situation au 30 juin 2011 (non audité)	123 244	296 484	(76 699)	1 600 016	(159 883)	1 783 162	909	1 784 071
Produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	-	-	-	161 051	112 567	273 618	139	273 757
Exercice de stock options	1 429	53 196	-	-	-	54 625	-	54 625
Transactions sur actions propres	(1 580)	(85 805)	40 175	(7 172)	-	(54 382)	-	(54 382)
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	9 529	-	9 529	-	9 529
Autres variations	-	-	-	(359)	-	(359)	16 418	16 059
Situation au 1^{er} janvier 2012	123 093	263 875	(36 524)	1 763 065	(47 316)	2 066 193	17 466	2 083 659
Produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	-	-	-	156 356	38 423	194 779	(1 281)	193 498
Dividendes	-	-	-	(86 292)	-	(86 292)	(210)	(86 502)
Exercice de stock options	1 943	69 906	-	-	-	71 849	-	71 849
Transactions sur actions propres	-	-	(63 473)	(8 387)	-	(71 860)	-	(71 860)
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	12 797	-	12 797	-	12 797
Autres variations	-	-	-	30	-	30	-	30
Situation au 30 juin 2012 (non audité)	125 036	333 781	(99 997)	1 837 569	(8 893)	2 187 496	15 975	2 203 471

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

NOTE 1. DESCRIPTION DES ACTIVITES DU GROUPE

Le « Groupe » fait référence à Dassault Systèmes SA et ses filiales. Le Groupe fournit des solutions logicielles et des services de conseil permettant à ses clients d'innover dans la conception et la qualité des produits et services ; de réduire leur cycle de conception pour accélérer la mise sur le marché ; de collaborer avec les partenaires et fournisseurs ; de réduire les coûts de développement, de fabrication et de maintenance des produits ; de simuler l'expérience produit par les clients finaux ; de développer les processus métier ; et d'obtenir et valoriser des informations pertinentes en utilisant les données numériques dont ils disposent ou qui sont disponibles sur internet.

Les clients du Groupe appartiennent essentiellement aux 11 secteurs d'activité suivants : Aéronautique et Défense ; Transport et Mobilité ; Marine et Offshore ; Equipements Industriels ; Hautes Technologies ; Architecture, Ingénierie et Construction ; Biens de Consommation – Distribution ; Produits de Grande Consommation – Distribution ; Sciences de la Vie ; Energie et Procédés ; et Finance et Services. Depuis peu le Groupe compte également un secteur des Ressources Naturelles, suite à l'acquisition de Gemcom en juillet 2012 (Voir Note.17 Evénements Postérieurs à la Clôture), portant le nombre de secteurs d'activité à 12. Afin de servir ses clients, le Groupe a développé un vaste portefeuille d'applications logicielles regroupées en marques afin de fournir des solutions complètes répondant aux nombreux besoins de développement de produits : Conception, Simulation réaliste, Gestion virtuelle de la production, Innovation collaborative, Expériences réalistes (comme dans la vie réelle), Recherches et accès à l'information.

Le Groupe organise ses activités et commercialise ses produits et services principalement selon deux types d'applications : le marché PLM (« Product Lifecycle Management ») pour le développement, la fabrication, la maintenance et la gestion du cycle de vie des produits, et le marché de SOLIDWORKS, principalement dédié à la conception des produits.

Dassault Systèmes SA est une société anonyme dont le siège social est situé au 10, rue Marcel Dassault à Vélizy-Villacoublay, en France. Les titres de Dassault Systèmes SA sont cotés sur NYSE Euronext Paris. Ces comptes consolidés résumés ont été approuvés par le Conseil d'administration, qui s'est réuni le 25 juillet 2012.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Bases de préparation des comptes consolidés semestriels

Ces comptes consolidés résumés semestriels au 30 juin 2012 ont été préparés conformément à la norme International Accounting Standard (« IAS ») 34 « Information financière intermédiaire » et à ce titre ne comprennent pas toutes les informations requises pour des comptes annuels. Ils doivent donc être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 qui sont établis conformément au référentiel International Financial Reporting Standards (« IFRS ») tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Ces comptes consolidés résumés semestriels sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Résumé des principales méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués dans ces comptes consolidés résumés semestriels sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 à l'exception des dispositions spécifiques à l'établissement des comptes intermédiaires :

- La charge d'impôt est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.
- Les engagements de retraites du semestre ont été estimés à partir des études actuarielles réalisées pour l'exercice 2011.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat des opérations du Groupe. Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe.

Les principales méthodes comptables du Groupe sont décrites dans les notes aux états financiers consolidés annuels.

NOTE 3. EFFET DE LA SAISONNALITE

L'activité du Groupe est soumise à des fluctuations saisonnières. Historiquement, le niveau des ventes, le résultat opérationnel et le résultat net du Groupe sont généralement plus élevés au quatrième trimestre, ainsi qu'il est généralement observé dans le secteur du logiciel.

NOTE 4. DONNEES FINANCIERES ANALYSEES PAR SEGMENTS D'ACTIVITE

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la direction du Groupe, en vue d'évaluer leurs performances et de décider de l'affectation des ressources. Le Groupe opère sur deux segments : le PLM et SOLIDWORKS. Le marché du PLM répond aux besoins des entreprises dont l'objectif est d'optimiser leurs processus industriels depuis la conception du produit jusqu'à sa fabrication et sa maintenance, en supprimant tout prototype physique. Le marché SOLIDWORKS répond aux besoins des entreprises dont le but est d'optimiser la conception de produits. Les principes comptables appliqués pour chacun des segments sont identiques à ceux décrits dans la Note 2. Principes et méthodes comptables.

La répartition par segment d'activité des données financières du Groupe se décompose comme suit :

Semestre clos le 30 juin 2012				
<i>(En milliers d'euros)</i>	PLM	SOLIDWORKS	Elim.	Total
Chiffre d'affaires	765 538	199 824	(85)	965 277
Résultat opérationnel	144 605	87 982	-	232 587

Semestre clos le 30 juin 2011				
<i>(En milliers d'euros)</i>	PLM	SOLIDWORKS	Elim.	Total
Chiffre d'affaires	672 734	165 504	(158)	838 080
Résultat opérationnel	110 857	73 120	-	183 977

NOTE 5. VENTES DE LOGICIELS

Les ventes de logiciels se décomposent de la façon suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Nouvelles licences	248 180	209 398
Licences périodiques et maintenance	625 744	550 088
Développement de produits	3 800	1 067
Ventes de logiciels	877 724	760 553

NOTE 6. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

La charge comptabilisée au titre des paiements fondés sur des actions est présentée au compte de résultat consolidé comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Frais de recherche et de développement	(4 914)	(3 738)
Frais commerciaux	(2 687)	(1 995)
Frais généraux et administratifs	(2 561)	(1 797)
Coût des prestations de services et autres	(300)	(231)
Charge comptabilisée au titre des paiements fondés sur des actions	(10 462)	(7 761)

Les mouvements relatifs à l'acquisition d'options et d'actions de performance attribuées gratuitement au cours du semestre clos le 30 juin 2012, pour lesquelles IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » est applicable, sont les suivants :

	Nombre d'actions		
	Actions de performance attribuées gratuitement	Plans de stock options	Total Paiements fondés sur des actions
En cours d'acquisition au 1^{er} janvier 2012	706 400	2 976 600	3 683 000
Attribuées	-	-	-
Acquises	(150 000)	-	(150 000)
Annulées	-	(35 300)	(35 300)
En cours d'acquisition au 30 juin 2012	556 400	2 941 300	3 497 700

Au 30 juin 2012, la charge non encore comptabilisée sur les options et actions en cours d'acquisition est de 32,8 millions d'euros et le Groupe anticipe de comptabiliser cette charge sur une période moyenne de 1,6 an, au plus tard le 29 septembre 2015.

NOTE 7. SUBVENTIONS

Des subventions reçues des organismes publics sont présentées au compte de résultat consolidé en déduction des frais de recherche et de développement et des coûts des prestations de services et autres, comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Frais de recherche et de développement	12 934	15 348
Coûts des prestations de services et autres	1 050	2 091
Total subventions	13 984	17 439

Ces subventions incluent notamment les crédits d'impôt-recherche reçus en France.

NOTE 8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS, NETS

Le détail des autres produits et charges opérationnels, nets, est présenté ci-dessous :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Plus-value de cession de société consolidée ⁽¹⁾	8 460	-
Coûts de restructuration ⁽²⁾	(2 624)	-
Coûts d'acquisition ⁽³⁾	(1 957)	(331)
Coûts liés aux déménagements et réorganisations de sites	182	(618)
Autres, nets ⁽⁴⁾	-	(1 338)
Autres produits et charges opérationnels, nets	4 061	(2 287)

- (1) En 2012, comprend un gain de 8,5 millions d'euros constaté suite à la cession de Transcat PLM GmbH, une entité consolidée, à une société allemande détenue par deux cadres dirigeants de Transcat PLM GmbH et un cadre dirigeant de Dassault Systèmes.
- (2) En 2012, concerne principalement des coûts liés au licenciement de salariés suite à une décision du Groupe de rationaliser ses activités de ventes en Europe ainsi qu'à la réorganisation d'un laboratoire de recherche et de développement du Groupe en France.
- (3) En 2012 comprend principalement les coûts directs d'acquisition de Gemcom Software International (voir Note 17. Evènements Postérieurs à la Clôture).
- (4) En 2011 comprenait des coûts relatifs à l'intégration d'IBM PLM.

NOTE 9. PRODUITS D'INTERETS, NETS ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS, NETS

Le détail des produits d'intérêts, nets et autres produits et charges financiers, nets pour les semestres clos les 30 juin 2012 et 2011, est présenté ci-dessous :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Produits d'intérêts ⁽¹⁾	10 730	5 579
Charges d'intérêts	(4 595)	(3 822)
Produits d'intérêts, nets	6 135	1 757
Pertes de change nettes ⁽²⁾	(3 370)	(3 127)
Autres, nets ⁽³⁾	2 364	5 090
Autres produits et charges financiers, nets	(1 006)	1 963

- (1) L'augmentation des produits d'intérêts provient essentiellement de l'accroissement sur la période de la trésorerie investie.
- (2) La perte nette des opérations en devises provient essentiellement des pertes de changes réalisées ou latentes sur les créances et prêts libellés en dollar américain et en yen japonais.
- (3) En 2012 comprend principalement un gain de 2,4 millions d'euros sur la cession d'une participation. En 2011, comprenait principalement un gain de 3,2 millions d'euros sur des intérêts minoritaires précédemment détenus.

NOTE 10. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, NETS

Les clients et comptes rattachés sont évalués au coût amorti.

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Clients et comptes rattachés	441 162	503 827
Dépréciation des comptes clients	(10 126)	(9 486)
Clients et comptes rattachés, nets	431 036	494 341

L'échéancier des comptes clients et comptes rattachés, nets, était le suivant aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Créances échues à la date de clôture :		
Moins de 3 mois	78 206	65 074
Entre 3 et 6 mois	17 469	10 459
Au-delà de 6 mois	8 032	6 910
Créances échues	103 707	82 443
Créances non échues	327 329	411 898
Total clients et comptes rattachés, nets	431 036	494 341

NOTE 11. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

NETVIBES

Le 9 février 2012, le Groupe a finalisé l'acquisition de 100 % du capital de Netvibes Ltd pour un montant d'environ 21,2 millions d'euros. La société Netvibes est une plate-forme internet proposant aux entreprises et aux consommateurs des technologies de veille en temps réel au moyen de tableaux de bord personnalisés.

Un montant de 5,9 millions d'euros a été enregistré en goodwill au titre de cette transaction et a été affecté au segment PLM. Le détail des actifs incorporels amortissables inclus dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables est le suivant :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Juste valeur
Technologie acquise	13 000
Marque	1 304
Actifs incorporels amortissables acquis	14 304

Les résultats pro-forma reflétant l'impact de cette acquisition n'ont pas été présentés compte tenu de la faible matérialité de ces résultats sur les comptes consolidés du Groupe.

NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NETTES ET GOODWILL

Les immobilisations incorporelles sont constituées des éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2012			31 décembre 2011		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels	455 418	(258 495)	196 923	440 414	(244 190)	196 224
Relations clients	579 583	(209 422)	370 161	574 294	(181 750)	392 544
Autres actifs incorporels	21 466	(16 275)	5 191	20 969	(15 871)	5 098
Total	1 056 467	(484 192)	572 275	1 035 677	(441 811)	593 866

L'évolution de la valeur nette des immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2012 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Logiciels	Relations clients	Autres actifs incorporels	Total
Valeurs nettes au 1^{er} janvier 2012	196 224	392 544	5 098	593 866
Acquisition de Netvibes	13 000	-	1 304	14 304
Autres acquisitions	3 196	-	-	3 196
Dotations aux amortissements	(17 312)	(27 143)	(1 258)	(45 713)
Effet de la conversion	1 815	4 760	47	6 622
Valeurs nettes au 30 juin 2012	196 923	370 161	5 191	572 275

L'évolution du goodwill s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2012 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	
Goodwill au 1^{er} janvier 2012	647 990
Acquisition de Netvibes	5 885
Effet de la conversion	11 298
Goodwill au 30 juin 2012	665 173

NOTE 13. INSTRUMENTS DERIVES

Juste valeur

La juste valeur des instruments dérivés a été déterminée par des institutions financières sur la base de modèles d'évaluation d'options.

Tous ces instruments ont été contractés dans le cadre de la stratégie de couverture du Groupe et ont une maturité inférieure à 24 mois pour les instruments de couverture de change et une maturité inférieure à 3 ans pour les swaps de taux d'intérêts. La direction du Groupe estime que le risque de contrepartie relatif à ces instruments est minime car les contreparties sont des institutions financières de premier plan.

Le Groupe présente sa politique de gestion des risques de marché au Chapitre 4 de son rapport annuel 2011, « Facteurs de risques ».

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et effectue des opérations dans diverses devises étrangères, principalement le dollar américain et le yen japonais. Pour gérer son risque de change, le Groupe utilise généralement des contrats de change à terme, des options de change et des tunnels de change. A l'exception de certains instruments identifiés ci-dessous, les instruments dérivés détenus par le Groupe sont désignés comptablement comme des instruments de couverture de flux de trésorerie, sont fortement corrélés à l'élément couvert sous-jacent et sont hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie des éléments couverts.

Les tests d'efficacité des contrats de change à terme et des tunnels de change sont réalisés à partir des cours de change à terme et de la valeur à terme de l'élément couvert sous-jacent. Au premier semestre 2012, la part inefficace des instruments de couverture de risque de change exclue des tests d'efficacité était nulle (au 30 juin 2011 : 1,7 million d'euros, comptabilisé en Autres produits et charges financiers, nets dans le compte de résultat consolidé).

Aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011, la juste valeur des instruments de couverture du risque de change inclut les dérivés suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2012		31 décembre 2011	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Ventes à terme yen japonais / euros ⁽¹⁾	189 455	(10 851)	212 141	(18 105)
Ventes à terme yen japonais / U.S. dollars ⁽¹⁾	26 720	(965)	16 099	(909)
Tunnels yen japonais / euros ⁽¹⁾	-	-	14 909	(1 293)
Ventes à terme U.S. dollars / roupies indiennes ⁽¹⁾	50 389	(7 744)	3 626	(439)
Ventes à terme U.S. dollars / euros ⁽²⁾	25 997	(246)	-	-
Ventes à terme livre sterling / euros ⁽²⁾	24 490	191	5 673	18
Ventes à terme yen japonais / euros ⁽²⁾	-	-	9 385	165
Ventes à terme yen japonais / yuan chinois ⁽²⁾	-	-	248	9
Ventes à terme yen japonais / U.S. dollars ⁽²⁾	-	-	15	5

(1) Instruments financiers destinés à couvrir le risque de change sur les ventes futures budgétées.

(2) Instruments ne qualifiant pas à la comptabilité de couverture. Les changements de juste valeur ont été comptabilisés en Autres produits et charges financiers, nets dans le compte de résultat consolidé.

Risque de taux d'intérêts

En décembre 2005, le Groupe a contracté une ligne de crédit revolving multidevises pour un montant de 200 millions d'euros qui porte intérêts à un taux variable et qui a été prolongée pour 2 années supplémentaires (voir Note 14. Emprunts). Le Groupe a conclu des swaps de taux d'intérêts pour un montant de 200 millions d'euros dont l'objectif est de modifier les caractéristiques économiques d'une partie des flux prévisionnels d'intérêts relatifs à cet emprunt en les rendant fixes au taux de 3,36 %

jusqu'au 15 septembre 2010. En juin 2009 et en juillet 2009, le Groupe a conclu de nouveaux swaps de taux d'intérêts pour un montant nominal de 100 millions d'euros et de 100 millions d'euros, respectivement, rendant fixes les flux prévisionnels associés d'intérêts aux taux de 3,18 % et de 2,98 % à partir du 15 septembre 2010 et ce jusqu'au 3 décembre 2012. En avril 2010, le Groupe a conclu des basis swaps de taux d'intérêts pour un montant nominal de 200 millions d'euros transformant les flux d'intérêts variables portant sur des taux Euribor 3 mois en taux Euribor 1 mois.

En juin 2010, le Groupe a conclu des swaps de taux d'intérêts pour un montant nominal de 14 500 millions de yen japonais rendant fixes les flux prévisionnels d'intérêts associés à l'emprunt au Japon (voir Note 14. Emprunts) au taux de 0,41 % jusqu'au 9 juin 2015.

Aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011, la juste valeur des instruments de couverture du risque de taux inclut les dérivés suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2012		31 décembre 2011	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt en euros	200 000	(1 928)	200 000	(3 405)
Basis swaps de taux d'intérêts en euros	200 000	(62)	200 000	(188)
Swaps de taux d'intérêts en yen japonais	86 887	(395)	101 297	(446)

NOTE 14. EMPRUNTS

En décembre 2005, le Groupe a mis en place une ligne de crédit revolving multidevises de 200 millions d'euros. Cette ligne de crédit peut être utilisée sur une période de 5 ans, qui pouvait être prorogée, sur option du Groupe, à deux reprises pour une année supplémentaire. Cette ligne de crédit porte intérêts au taux Euribor plus 0,18 % par an.

En mars 2006, le Groupe a procédé à un tirage de 200 millions d'euros sur cette ligne de crédit. En 2006 et en 2007, le Groupe a exercé ses options pour étendre l'utilisation de cette ligne de crédit de deux années supplémentaires, rendant exigible cet emprunt en décembre 2012.

En avril 2010, le Groupe a exercé son option conférée par le contrat d'emprunt de transformer ses intérêts portant sur des taux Euribor 3 mois en des taux Euribor 1 mois.

En avril 2010, le Groupe a contracté un prêt au Japon pour 14 500 millions de yen japonais (l'équivalent de 115,0 millions d'euros à la date de souscription) afin de financer une partie de l'acquisition d'IBM PLM. Ce prêt porte intérêts au taux Libor sur yen japonais plus 0,60 % par an. L'échéancier de remboursement prévoit dix paiements semi-annuels égaux, le dernier paiement étant dû en juin 2015.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des paiements contractuels des emprunts au 30 juin 2012 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Paiements par maturité				
	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans
Crédit revolving en euros	200 000	200 000	-	-	-
Contrat de prêt en yen japonais	86 887	28 962	57 925	-	-
Total	286 887	228 962	57 925	-	-

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres

Au 30 juin 2012, le capital social de Dassault Systèmes SA est composé de 125 035 797 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées.

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière équilibrée destinée à assurer un accès aux marchés de capitaux pour investir dans des projets créateurs de valeur, et à accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action. Cette politique conduit le Groupe à adapter la structure de ses capitaux propres en fonction des changements d'environnement économique en modifiant, le cas échéant, le taux de distribution ou en émettant ou rachetant des actions du Groupe. Aucun changement de politique de gestion du capital n'est intervenu au cours du premier semestre 2012 et de l'exercice 2011.

Les écarts de conversion accumulés dans les Autres éléments des capitaux propres s'élèvent à (23,0) et (56,7) millions d'euros aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011, respectivement.

Dividendes

Un dividende sur les actions ordinaires au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 pour un montant de 86,3 millions d'euros a été payé en juin 2012.

Un dividende de 0,2 million d'euros a été payé aux intérêts minoritaires en 2012.

Programme de rachat d'actions

L'Assemblée générale des actionnaires a autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions propres, plafonné à 10 % du capital social de Dassault Systèmes SA. Le prix maximum d'achat autorisé dans le cadre du programme est de 85 euros par action, le montant maximal des fonds destinés au rachat d'actions ne pouvant dépasser 500 millions d'euros. Conformément au programme de rachat d'actions, le Groupe détient 1 500 000 actions propres dont 1 000 000 actions ont été rachetées au cours du premier semestre 2012 pour un montant de 71,9 millions d'euros.

Composition des produits et charges comptabilisés en capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Instruments de couverture de flux de trésorerie :		
(Pertes) gains de la période	(4 893)	9 377
Moins : Pertes recyclées dans le compte de résultat de la période	(7 681)	(291)
	2 788	9 668
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Gains de la période	47	65
Moins : Gains (pertes) recyclés dans le compte de résultat la période	-	-
	47	65

NOTE 16. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

L'élimination des éléments sans incidence sur la trésorerie comprend les éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Note	Semestres clos les 30 juin	
		2012	2011
Amortissement des immobilisations corporelles		16 125	12 175
Amortissement des immobilisations incorporelles	12	45 713	43 671
Impôts différés		(13 164)	(6 718)
Paiements fondés sur des actions sans contrepartie de trésorerie	6	10 462	7 761
Autres		3 573	(571)
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie		62 709	56 318

La variation des actifs et passifs d'exploitation comprend les éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Diminution des comptes clients et comptes rattachés	66 910	32 964
Augmentation (Diminution) des dettes fournisseurs	5 944	(5 314)
(Diminution) des dettes liées au personnel et comptes rattachés	(29 169)	(19 646)
Augmentation (Diminution) de l'impôt sur le résultat à payer	30 100	(3 274)
Augmentation des produits constatés d'avance	84 827	94 595
(Diminution) des autres actifs et passifs	(26 045)	(2 467)
Variation des actifs et passifs d'exploitation	132 567	96 858

NOTE 17. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En avril 2012, le Groupe et la société Gemcom Software International (Gemcom), leader mondial des solutions logicielles pour le secteur minier, ont conclu un accord définitif prévoyant l'acquisition de Gemcom par le Groupe. Le Groupe a finalisé l'acquisition le 11 juillet 2012 pour un montant en numéraire d'environ 292 millions d'euros, moins les passifs repris. Cette acquisition contribue à étendre la 3DEXPERIENCE à la modélisation et à la simulation 3D de la nature.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

Aux Actionnaires
DASSAULT SYSTEMES
10, rue Marcel Dassault
CS 40501
78946 Velizy-Villacoublay cedex

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Dassault Systèmes, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 juillet 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young et Autres

Pierre Marty

Jean-François Ginies